

URGENCE SANITAIRE ET SOCIALE

GOUVERNEMENT COUPABLE



RÉQUISITIONS

POUR PRODUIRE LE MATÉRIEL DE

PROTECTION ET LES MÉDICAMENTS

Dossier

**URGENCE SANITAIRE
ET RÉORGANISATION
DE LA PRODUCTION**

Pages 6 et 7

ÉDITO

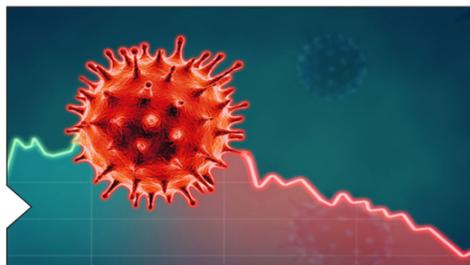
Darmanin, la charité qui se fout de l'hôpital!

Page 2

PREMIER PLAN

Coronavirus. Crise économique et pandémie: où va-t-on?

Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Italie. Vers la crise sociale

Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Éric Toussaint, économiste, porte-parole du CADTM

Page 12



édito

Par **MANU BICHINDARITZ**

Darmanin, la charité qui se fout de l'hôpital!

Dans un entretien accordé à *Figaro* le mardi 31 mars, Darmanin, le ministre de l'Action et des Comptes publics, soit l'un des grands argentiers du pouvoir, lance sa cagnotte: un « grand appel à la solidarité nationale » pour lutter contre le coronavirus. « Beaucoup de particuliers ou d'entreprises nous demandent comment participer et nous aider. Tous ceux qui le souhaitent pourront le faire prochainement, via une plateforme de dons que nous allons mettre en ligne ». À l'heure des fake news et autres « infos », on peine à y croire, et pourtant...

Membre d'un gouvernement de Robin des bois à l'envers – qui fait les poches des pauvres pour mieux servir les riches – Darmanin ne propose rien d'autre que de faire appel aux dons de la grande majorité de la population pour faire tourner les services publics et aider les plus démunis... À l'image de la démission totale d'un pouvoir, qui, face à la crise sanitaire du coronavirus et à l'effondrement économique qui pointe son nez, n'a aucune autre réponse que de distribuer 45 milliards pour « soutenir » les « entreprises », à dire vrai pour financer les patrons et les actionnaires...

Alors que pour l'ensemble des services publics – les hôpitaux en premier lieu, dont on voit aujourd'hui les fruits pourris de décennies d'attaques et de restriction budgétaire –, c'est toujours la période de vaches maigres, ce pouvoir n'a que soins et petits cadeaux pour d'autres: près de 4 milliards de cotisations sociales reportées pour les entreprises de moins de 50 salariés, et surtout 13 milliards pour celles de plus de 50 salariés. Avec bien entendu dans ce beau paysage, la question de l'ISF, « un impôt idiot qu'il est normal de supprimer » selon Dammanin en 2018...

Manque de lits en réanimation, manque de masques de protection, de gels, de tests, manque de personnel de santé... mais des milliards donnés à fonds perdus aux entreprises et aux premiers de cordée. Qui paiera les dégâts? Darmanin et ses amis ont visiblement leur petite idée. « Partage des richesses, ou alors ça va péter! » leur répond la colère de notre camp social. Ils le paieront...

À la Une

URGENCE SANITAIRE ET SOCIALE / GOUVERNEMENT COUPABLE

Réquisitions pour produire le matériel de protection et les médicaments!

Édouard Philippe osait déclarer samedi soir qu'« il ne laissera personne dire qu'il y a eu du retard dans les décisions ». Une illustration de plus de la pitoyable et mortifère politique du gouvernement. Mais, à force de mensonges, de déclarations contradictoires, la population est devenue de moins en moins encline à croire les messages gouvernementaux.

Après avoir nié la gravité voire l'existence de la pandémie, le gouvernement a retardé la mise en place de mesures qui devenaient de plus en plus urgentes. Sous la pression d'une partie d'un patronat voulant préserver le plus longtemps possible l'activité économique, le gouvernement a fait perdre de précieuses semaines à la lutte contre la pandémie. Et, pendant ce temps, le président allait au théâtre...

Pouvoir incompetent

Le samedi 29 février, alors qu'un conseil des ministres était convoqué pour, officiellement, prendre des mesures contre la pandémie, le pouvoir s'en servait pour accélérer la procédure de vote de la contre-réforme des retraites en annonçant le recours au 49.3, sans avancer de mesures concrètes pour fournir les moyens humains et matériels indispensables pour affronter le coronavirus. Le 12 mars au soir, Macron annonçait la fermeture des établissements scolaires, critiquée le midi même par le ministre de l'Éducation nationale. Il présentait surtout des mesures pour soutenir l'activité économique, mais rien d'autre qu'une « héroïstation » des personnels de l'hôpital public, tout en maintenant le premier tour des élections municipales. Quelques jours plus tard, reconnaissant la gravité de la situation, il dénonçait et réprimait les comportements jugés « irresponsables ». Comme si la première des irresponsabilités n'était pas à chercher du côté du pouvoir!



CLAUDE TRUONG-NGOC / WIKIMEDIA COMMONS

Des mesures contre les travailleurs, peu pour la santé

Après des semaines à mentir, à nier l'évidence, Macron et Vétran s'est présenté le 31 mars en sauveur suprême, commandant masques, gel hydroalcoolique, respirateurs, etc., après en avoir organisé la pénurie et retardé les commandes et fabrications. Tout cela en se garantissant de l'ouverture de lits dans les hôpitaux, alors qu'eux et leurs prédécesseurs en ont fermé une centaine de milliers et que le gouvernement Macron-Philippe a refusé d'entendre la colère et les alertes des personnels soignants mobilisés depuis plus d'un an! Pire encore, le président se permet de qualifier d'irresponsables celles et ceux qui osent rappeler l'évidence de la... responsabilité de ce gouvernement comme de ceux qui l'ont précédé. Macron, responsable et coupable, qui ose en appeler à l'unité alors que

sa politique donne plus de moyens aux entreprises qu'aux soignantEs et à celles et ceux qui assurent les activités réellement indispensables. Ils se gardent de prendre des mesures radicales comme l'arrêt de toute activité non liée aux soins des malades et aux besoins essentiels de la population. Pas question non plus d'imposer une protection efficace des salariéEs exerçant dans le cadre d'activités indispensables. La ministre du Travail préfère empêcher les travailleurEs de faire usage de leur droit de retrait et faire pression sur les inspecteurEs du travail pour qu'ils se contentent de conseiller les employeurs. Plutôt que d'imposer des embauches, ils préfèrent allonger le temps de travail, réduire les temps de repos, imposer des prises de congés pendant le temps du confinement... Pour eux, rien n'a changé, malgré la pandémie

et la crise sanitaire: tout pour le capital, rien pour les salariéEs.

Imposer les réponses aux besoins essentiels

Les mesures radicales indispensables sont connues et restent à prendre: dépister massivement, arrêter les activités non indispensables, fournir du matériel, soigner. Pour cela, il faut restructurer la production afin de fournir le plus rapidement possible masques, gel hydroalcoolique, produits et matériels pour tester la population, appareils respiratoires. Réquisitionner tous les secteurs privatisés dans la santé: hôpitaux, cliniques, centres médicaux, Ehpad, industrie pharmaceutique... Embaucher massivement sous statut dans la santé, y réduire le temps de travail et y revaloriser les salaires. Interdire les licenciements, y compris des précaires. Réduire au maximum le nombre des prisonnierEs. Ouvrir les centres de rétention. Arrêter les procédures d'expulsion et réquisitionner les logements nécessaires pour faire cesser la précarité dans l'habitat.

Nous n'avons aucune d'illusion. Ce n'est pas ce gouvernement, responsable après tant d'autres de l'affaiblissement de notre système de santé, qui prendra ces mesures. Et ce ne sont pas les pathétiques déclarations d'un Bruno Le Maire (« Il faut un nouveau capitalisme, plus respectueux des personnes. »), qui font immanquablement penser aux élan pseudo-humanistes de Nicolas Sarkozy lors de la crise de 2008, qui y changeront quoi que ce soit. Nous devons imposer ces solutions, par nos mobilisations, en refusant les injonctions au silence et à « l'unité nationale », avec l'objectif d'un indispensable changement radical de société pour répondre à la satisfaction des besoins essentiels.

Un monde à changer

ENCORE ET TOUJOURS, SOCIALISME OU BARBARIE.

En 1915, Rosa Luxemburg, emprisonnée pour son refus de la guerre, écrivait un texte dont nous avons extrait ces lignes qui résonnent toujours en cette époque de pandémie. « Souillée, déshonorée, pataugeant dans le sang, couverte de crasse; voilà comment se présente la société bourgeoise, voilà ce qu'elle est. Ce n'est pas lorsque, bien léchée et bien honnête, elle se donne les dehors de la culture et de la philosophie, de la morale et de l'ordre, de la paix et du droit, c'est quand elle ressemble à une bête fauve, quand elle danse le sabbat de l'anarchie, quand elle souffle la peste sur la civilisation et l'humanité qu'elle se montre toute nue, telle qu'elle est vraiment. [...] Friedrich Engels a dit un jour: "La société bourgeoise est placée devant un dilemme: ou bien passage au socialisme ou rechte dans la barbarie." Mais que signifie donc une « rechute dans la

barbarie » au degré de civilisation que nous connaissons en Europe aujourd'hui? Jusqu'ici nous avons lu ces paroles sans y réfléchir et nous les avons répétées sans en pressentir la terrible gravité. Jetons un coup d'œil autour de nous en ce moment même, et nous comprendrons ce que signifie une rechute de la société bourgeoise dans la barbarie. [...] Nous sommes placés aujourd'hui devant ce choix: ou bien triomphe de l'impérialisme et décadence de toute civilisation, avec pour conséquences, comme dans la Rome antique, le dépeuplement, la désolation, la dégénérescence, un grand cimetière; ou bien victoire du socialisme, c'est-à-dire de la lutte consciente du prolétariat international contre l'impérialisme et contre sa méthode d'action: la guerre. C'est là un dilemme de l'histoire du monde, un ou bien – ou bien encore indécis dont les plateaux balancent... [...] »

1 – En ligne sur <https://www.marxists.org/francais/luxembur/junius/rfajf.html>

CORONAVIRUS

Pandémies ou écosocialisme, il va falloir choisir!

Les pandémies ne datent pas d'aujourd'hui. On a cru les éliminer grâce aux avancées scientifiques et sanitaires, et certains voulaient croire que la « grippe espagnole » de 1918-1919 serait la dernière.

Non seulement elles font leur retour sous la forme de maladies « émergentes » (grippes...) et font 18,3 millions de morts par an, mais aussi sous la forme de « zoonoses » (transmissions de l'animal à l'humain).



WIKIMEDIA COMMONS

Que nous racontent ces pandémies?

L'analyse des pandémies (Sida, Ebola, SRAS, paludisme, grippe aviaire, Nipah, Covid-19) fait apparaître toujours les mêmes causes: le réchauffement climatique, la baisse de biodiversité, la destruction d'écosystèmes (déforestation...), l'agriculture mondialisée et le commerce international, l'utilisation de la « viande de brousse » et son commerce dans des conditions favorisant les pathogènes des espèces impactées, l'élevage intensif dans de mauvaises conditions d'hygiène, créant des « ponts » génétiques vers Homo sapiens, la concentration de populations humaines, dans de mauvaises conditions de vie dans ces zones de « ponts », la mondialisation des échanges humains et commerciaux, le cadre global de l'augmentation de la population

humaine (on est passé de quelques centaines de milliers d'individus à sept milliards). Comme on le voit, c'est bien la façon dont l'espèce humaine habite son environnement qui est en cause et cela nous donne du coup aussi les clés pour agir. Non pour supprimer les maladies et les pathogènes, mais pour en réduire de manière importante les impacts.

Quoi faire?

Il est contre-productif et erroné d'incriminer la démographie humaine et d'en déduire des logiques néo-malthusiennes consistant à penser que les pandémies « font le ménage ». Contre-productif car c'est justement le développement des instincts sociaux et la capacité d'aide et de soutien aux plus « faibles » qui est à l'origine du

succès évolutif d'Homo sapiens. Erroné car tous les démographes prévoient une augmentation vers 9 milliards d'individus, puis une décroissance. Donc il faut agir sur les autres causes, pour ne pas se retrouver la prochaine fois à sauver les meubles en catastrophe en mettant en place des mesures de « confinement », destructrices des liens sociaux et favorisant la misère de populations entières, qui en retour est un élément favorisant... les pandémies!

Et ces causes sont justement celles sur lesquelles on peut agir! – Il faut limiter au maximum les risques avec un système économique non destructeur pour les écosystèmes, en laissant de la place à des milieux naturels moins ou non anthropisés (en particulier en protégeant les forêts tropicales et équatoriales); – Il faut mettre fin aux élevages et à l'agriculture intensifs. L'alternative est un système agricole plus diversifié et complexe constitué d'une mosaïque de polycultures et élevages locaux; – Il faut diminuer de manière drastique les « échanges » inutiles

en termes d'intérêt collectif (la mondialisation); – Il faut décarboner l'économie pour stopper le réchauffement climatique.

Si l'on ajoute à cela l'investissement massif dans les systèmes de santé (matériels, personnels, capacités locales de production, capacités de recherche scientifique) conçus comme un service public et non comme le terrain de jeu d'intérêts privés qui se nourrissent sur la misère et les souffrances des populations, on a la réponse nous permettant de vivre le mieux possible avec nos pathogènes.

La solution écosocialiste

Pour appliquer ce plan, le système capitaliste n'est pas adapté, même dans les versions vertes qu'il propose déjà. Il est le pire de tous. Les causes des pandémies sont au cœur de ce mode de rapport avec notre environnement. Il faut en changer. Nous avons besoin plus que jamais d'une société écosocialiste.

Commission nationale écologie

Pour plus d'informations, sur le site du NPA, le texte complet de Frédéric Malvaud d'où est tiré cet article: <https://npa2009.org/idees/ecologie/pandemies-ou-ecosocialisme-il-va-falloir-choisir>

Le chiffre

50 C'est le nombre d'appareils de réanimation disponibles dans les hôpitaux de la bande de Gaza, pour deux millions d'habitants, alors que la Covid-19 a fait son apparition dans la petite enclave palestinienne. Un chiffre particulièrement bas, dû au refus, par Israël, de laisser entrer le matériel médical, ainsi que les pièces de rechange pour ces appareils. L'occasion d'exiger, une fois encore, la levée du blocus israélien sur Gaza.



À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

SUR FACEBOOK
[@anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)

SUR TWITTER
[@Lanticapitalis1](https://twitter.com/Lanticapitalis1)

SUR INSTAGRAM
[@l_anticapitaliste](https://www.instagram.com/l_anticapitaliste)

NO COMMENT

Il faut un nouveau capitalisme, plus respectueux des personnes.

BRUNO LE MAIRE, BFM-TV, 30 mars 2020.

BIEN DIT

Prenez garde, monsieur le Président, aux effets de ce temps de confinement, de bouleversement du cours des choses. C'est un temps propice aux remises en cause. Un temps pour désirer un nouveau monde. Pas le vôtre!

ANNIE ERNAUX, lettre lue à l'antenne de France Inter, 30 mars 2020.

CORONAVIRUS

Crise économique et pandémie: où va-t-on?

Quelle crise? Quelle sortie? Ce court article, dont l'auteur tient à préciser qu'il n'engage que lui, vise à esquisser des hypothèses soumises à la discussion.

Ernest Mandel (économiste marxiste, dirigeant de la IV^e Internationale), dont l'œuvre comporte plusieurs ouvrages sur les crises et cycles économiques, distinguait deux types de facteurs susceptibles d'affecter la marche de l'économie capitaliste. Les premiers résultent du fonctionnement même de cette économie: les

évolutions du taux de profit, le cycle de l'investissement... Les seconds sont liés à des phénomènes qui, s'ils ne sont pas indépendants du capitalisme, ne sont pas directement liés à son fonctionnement régulier: c'est le cas des guerres. La guerre à l'époque impérialiste est bien sûr liée aux conflits entre puissances pour l'hégémonie et le partage du monde, mais elle possède une dimension supplémentaire de perturbation et de destruction. C'est surtout le cas des guerres mondiales qui, à deux reprises, ont dévasté le monde au cours du siècle passé. Il est trop tôt pour déterminer l'ampleur et les conséquences de la crise actuelle, mais elle mélange de toute évidence les deux types de facteurs mis en avant par Mandel.

Crise économique et coronavirus

Depuis de longs mois existaient les signes annonciateurs d'une crise économique. Dans la sphère financière d'abord. Les marchés financiers d'actions avaient atteint des sommets stratosphériques sans rapport avec ce qui pouvait être attendu en termes d'évolution de la production et de profits. Un océan de dettes s'était développé et, une fois l'alerte de 2008-2009 passée, les banques avaient renoué avec beaucoup de leurs pratiques antérieures, confiantes dans le fait que les États voleraient à leur secours si la nécessité s'en faisait sentir. Tout ceci étant alimenté par les politiques des banques centrales des différents États qui, à chaque

alerte, distribuaient en abondance des liquidités à bas coût au secteur financier. La situation était donc potentiellement instable et n'importe quelle étincelle aurait pu déclencher une crise d'ampleur plus ou moins grande, sans en être la cause (pas plus qu'en 1973 le choc pétrolier ne fut la cause de la crise): la déconfiture d'un fonds d'investissement important aux pratiques aventureuses (à l'instar du fonds H20 lié à la banque française Natixis, toutefois pas suffisamment important pour provoquer à lui seul une panique) ou une guerre ouverte entre les États-Unis et l'Iran par exemple (voir l'interview d'Éric Toussaint en page 12 de ce même numéro). Ce fut le coronavirus. Celui-ci présente des caractéristiques communes

avec les guerres. Il est pour partie la conséquence d'un capitalisme productiviste et mondialisé en fonction de la logique du profit immédiat: une épidémie locale, comme il y en eut tant, a affecté en un temps record quasiment l'ensemble de la Terre. Il a, comme les guerres, une dimension qui ne ressort pas de la marche normale du capitalisme.

Deux scénarios de sortie

Quelle sera la suite? Elle se situe entre deux scénarios extrêmes qui articuleront crise économique, crise sociale et crise sanitaire. Le premier, dominant dans les cercles gouvernementaux et patronaux, est celui du « mauvais moment à passer » avant le retour à la « normale ». Il y a aura des morts, beaucoup de chômage, des entreprises feront faillite mais ça redémarrera assez vite. Une version particulièrement caricaturale de ce scénario a été énoncée le 31 mars

par le directeur général de Safran (moteurs et équipements aéronautiques): « Quand on regarde les crises précédentes, en 2001 ou en 2008, par exemple, cela a pris plus ou moins de temps, mais la croissance est revenue en ligne avec les prévisions initiales. [...] Après la crise, les choses devraient redevenir telles qu'elles étaient... ». Même si cette déclaration vise à rassurer les actionnaires et à se faire bien voir de l'État français (auquel sont demandées des aides supplémentaires), elle est significative des espérances de ce type de dirigeants.

Dans cette hypothèse, l'économie repartirait plus ou moins doucement sans transformations majeures, avec sans doute quelques redéploiements des chaînes de production (pour réduire la dépendance vis-à-vis de la Chine) et un peu plus de capitalisme d'État. Des capacités de production excédentaires seraient éliminées, les entreprises survivantes



perpétuerait l'embolie des circuits économiques, bloquerait un temps (un an?) le redémarrage, et susciterait une accumulation de rage et de mécontentement dans la population. Dans ce cas, il serait difficile de repartir « comme avant » bien que des capacités de production excédentaires aient été éliminées. L'issue se jouerait sur le terrain de la lutte politique et des affrontements sociaux. Un historien a récemment évoqué à ce propos la fin de la Première Guerre mondiale avec les vagues révolutionnaires mais aussi le développement puis l'avènement du fascisme en Italie.

Au stade actuel, on peut (et il faut) se pencher sur les courbes du taux de profit, de la production, du commerce international mais le scénario du futur se situe probablement entre les deux hypothèses. Dans les deux cas, la lutte des classes sera un élément déterminant.

Henri Wilno

perpétuerait l'embolie des circuits économiques, bloquerait un temps (un an?) le redémarrage, et susciterait une accumulation de rage et de mécontentement dans la population. Dans ce cas, il serait difficile de repartir « comme avant » bien que des capacités de production excédentaires aient été éliminées. L'issue se jouerait sur le terrain de la lutte politique et des affrontements sociaux. Un historien a récemment évoqué à ce propos la fin de la Première Guerre mondiale avec les vagues révolutionnaires mais aussi le développement puis l'avènement du fascisme en Italie.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication, SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

Directeur de publication:
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction:
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



GUYANE

L'État colonial et la crise sanitaire

La crise sanitaire qui accompagne l'épidémie de coronavirus est révélatrice des insuffisances chroniques de l'État français, qui mène en Guyane, comme dans l'ensemble de ses colonies, une politique d'exploitation coloniale associée à un sous-développement endogène.

Alors que la France est officiellement passée au stade 2 de l'épidémie le 28 février, puis au stade 3 le 14 mars, il a fallu attendre le 16 mars pour que de premières restrictions de voyages de la France vers la Guyane soient mises en place et le 23 mars pour constater enfin une baisse du trafic aérien.



L'État responsable de l'ensemble des contaminations recensées

Entre le 28 février et le 23 mars ce sont près de 500 voyageurEs qui sont arrivés chaque jour en Guyane depuis la France contaminée. Et c'est seulement après les mesures de confinement généralisées que l'ARS a demandé aux voyageurEs de bien vouloir rester en quatorzaine, excluant les soignantEs de cette mesure de bon sens. Le bilan de cet incroyable raté était, au 28 mars, 37 cas avérés d'infections au coronavirus, dont 32 directement importés de France et 5 cas issus de contact avec les cas importés. Cependant, ces chiffres sont très contestables car, sous prétexte que la Guyane est toujours officiellement au stade 1 de l'épidémie, seules les personnes ayant voyagé récemment en France ou ayant été au contact direct d'un porteur identifié peuvent bénéficier d'un test, il n'y a aucune autre possibilité de se faire dépister!

Une catastrophe sanitaire dans un désert médical

La Guyane fait partie des colonies de la France où elle a mis en place le minimum vital pour justifier son action coloniale. Ainsi, le port spatial qui fait la gloire de la France et de l'Europe, côtoie des bidonvilles sans cesse plus importants qui regroupent plusieurs milliers de personnes. Dans ces zones sans eau courante, la perspective d'une épidémie massive donne le frisson. Les infrastructures sanitaires, bien qu'en meilleure forme financière qu'avant la crise de 2017, sont toujours loin de répondre aux besoins fondamentaux de la population guyanaise. À titre d'exemple, on dénombre 11 lits de réanimation en Guyane pour 300 000 habitantEs, soit trois fois moins que les standards français qui sont totalement submergés par la vague épidémique. L'absence de CHU, dont la création a pourtant été validée par l'État il y a 20 ans, génère un déficit accru en personnel médical et en personnel soignant. Si le coronavirus contamine ici le même taux de soignantEs qu'en France, alors nous ne savons pas qui pourra nous soigner durant l'épidémie.

En finir avec la tutelle coloniale, le seul salut pour la Guyane

Devant cette situation, l'UTG (Union des travailleurs guyanais) et le MDES (Mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale) tentent de rassembler toutes les forces vives du pays pour dénoncer les insuffisances de l'État français en Guyane. Cette crise sanitaire révèle, peut-être encore plus que lors du mouvement social de 2017, à quel point la gestion politique de la Guyane ne peut se faire à 8 000 kilomètres du territoire. La demande d'évolution statutaire de la Guyane vers un statut sui generis, adopté par le Congrès des élus de Guyane en janvier dernier, est un premier pas important vers cet affranchissement de la tutelle coloniale.

Adrien Guillaume

ÉTATS-UNIS

La tempête se déchaîne

Comme une furieuse tempête, la pandémie de coronavirus a atteint et commencé à ravager les États-Unis, qui comptent maintenant le plus grand nombre de cas recensés dans le monde.

Le coronavirus s'est propagé à tous les États de l'Union avec de grandes épidémies dans les villes de New York, Detroit, Chicago, La Nouvelle-Orléans, la Bay Area en Californie, Los Angeles, Atlanta et Miami. Partout dans le pays, il y a une pénurie de lits d'hôpitaux, d'unités de soins intensifs, de blouses, de masques, de respirateurs et de ventilateurs pour les soins. Les personnels de santé les plus exposés – médecins, infirmières, tous les autres personnels hospitaliers et les paramédicaux qui conduisent les ambulances – ont souffert de maladies et de décès et travaillent dans la peur.

La peur au travail

Le gouvernement fédéral et ceux des États ont demandé à plus de 158 millions de travailleurEs (sur un total de 200 millions) de rester chez eux. Les cadres et les technicienEs, les professeurEs et autres enseignantEs continuent d'être rémunérés et de travailler à domicile. Mais de nombreux salariéEs aux métiers essentiels doivent aller travailler dans la santé, les soins aux personnes âgées et aux enfants, les pharmacies, les épiceries, les entrepôts et les transports, les aéroports, la police et les pompiers, les systèmes énergétiques, la collecte des ordures, les services téléphoniques et internet, et certaines autres activités essentielles de fabrication et de construction. Tous ceux et



WIKIMEDIA COMMONS

toutes celles qui continuent de travailler sont plus susceptibles d'être exposés à la maladie. Des millions de travailleurEs ont été licenciés et ont déposé une demande de chômage, le plus grand nombre dans l'histoire des États-Unis. Les allocations versées par les États et l'État fédéral aideront beaucoup, mais d'autres n'ont aucun revenu. De nombreux et nombreuses travailleurEs domestiques sans papiers, par exemple, sont déjà à court de ressources. En réponse à la crise sanitaire et à la récession, le Congrès a voté et Trump a signé un plan de secours de 2 000 milliards de dollars qui prévoit des milliards pour les hôpitaux, les petites entreprises et les sociétés, ainsi que des mesures limitées pour les travailleurEs. Une

mesure prévoit de verser jusqu'à 1 200 dollars aux adultes (gagnant moins de 75 000 dollars par an) et 500 dollars supplémentaires par enfant. La loi étend également l'assurance chômage avec un montant supplémentaire de 600 dollars par semaine pendant quatre mois.

Grèves, protestations et entraide

Pour exiger que leur employeur ferme leur entreprise ou bien les sécurise, les travailleurEs se sont mobilisés dans les entrepôts d'Amazon, dans une usine de transformation de poulet, dans des magasins et des fast-foods. Des travailleurEs de l'automobile se sont mis en grève sauvage, obligeant leurs entreprises à fermer les usines. Les travailleurEs de

l'assainissement de Pittsburgh ont quitté le travail pour protester. Les travailleurEs de la construction de New York ont forcé l'arrêt de la construction non essentielle. Et les enseignantEs de la ville ont fait pression sur le syndicat et la ville pour fermer les écoles. Des infirmières ont manifesté contre le manque d'équipement de protection individuelle. Des centaines de groupes locaux d'aide mutuelle se sont formés à travers le pays pour aider les personnes âgées et les handicapés.

Les Socialistes démocrates d'Amérique (DSA) s'étaient profondément impliqués dans la campagne de Bernie Sanders à la primaire du Parti démocrate, mais maintenant Joe Biden est loin devant, et la pandémie a rendu ce travail difficile. Le primaire continue théoriquement, mais bénéficie de peu d'attention. Bernie Sanders s'est battu noblement au Sénat pour améliorer le programme de secours tandis que Biden a pratiquement disparu. Donald Trump domine l'actualité, utilisant chaque conférence de presse sur le coronavirus pour faire également campagne pour sa réélection. DSA a organisé quelques actions de protestation sur les lieux de travail et, avec les syndicats, s'est engagée dans l'entraide, critiquant la logique de profit dans le système de santé. Nous exigeons Medicare (l'assurance maladie) pour touTEs, mais demandons également des nationalisations, des hôpitaux aux compagnies aériennes. Nous plaïdons pour le socialisme. Mais bien que ces idées soient toutes importantes, elles risquent de ne pas être entendues lorsque le chômage et le loyer, la maladie et la mort retiennent toute l'attention des AméricainEs. Il est urgent d'élaborer une stratégie.

Dan La Botz, membre de DSA

ALLEMAGNE Le monde du travail n'est pas protégé!

Fin la sacro-sainte neutralité budgétaire! L'État a accordé 550 milliards d'euros de prêts aux grandes entreprises et la BCE rachète pour 1 100 milliards d'euros de dettes aux États. Les bourgeois sont parés. Mais dans les classes populaires, on commence à s'énervé.

Hôpital, danger!

De 1991 à 2017, le nombre des hôpitaux en Allemagne est passé de 2 411 à 1 942. Celui des lits de 665 565 à 497 182. Le nombre des hôpitaux publics a diminué, celui des hôpitaux privés a augmenté, et les effectifs ont perdu l'équivalent de 10% en temps plein. La durée moyenne du séjour à l'hôpital est passée, en seize ans, de 14 jours à 8 jours. Et les hôpitaux sont aujourd'hui confrontés au manque de moyens et de matériel de protection. Au grand hôpital de La Charité à Berlin, les contrôles se font plus sévères à l'entrée, les visites sont suspendues, les pressions s'exercent pour aller travailler sans gel hydroalcoolique ou masques. Des soignantEs sont envoyés en soins intensifs sans la formation particulière de deux ans. Les tests sont faits de manière très restrictive, quand ils sont estimés absolument nécessaires, pour éviter que trop de collègues soient mis en quarantaine – malgré les soupçons de contamination dans les services. Le personnel s'interroge sur la pertinence de se retrouver ensemble dans les salles communes de repos ou à la cantine.

Chez le sous-traitant CFM (Charité Facility Management) de l'hôpital, externalisé il y a plus de quinze ans malgré une lutte d'importance, et qui emploie 2 500 personnes (dans le nettoyage, la restauration, l'entretien technique et le transport des malades), la situation est plus



DR

tendue encore. Les salariéEs, considérés comme « non indispensables aux soins », n'ont pas droit aux congés pour garde d'enfants, ni au matériel de protection. Alors qu'ils gagnent 11,50 euros de l'heure, il leur faudrait encore prendre des jours de congés non payés ou prendre sur leurs congés réguliers.

Dans les transports, danger aussi

La direction de la Deutsche Bahn (les trains) jure que « la santé des salariéEs [lui] tient à cœur ». Mais pour les TER des régions de Berlin/Brandebourg et de la Ruhr, il n'y a pas de désinfectants, les agentEs roulent quatre ou cinq heures de suite sans pouvoir se laver les mains. Les contrôleurEs n'ont plus à encaisser d'argent dans les trains mais ils et elles restent au contact des usagerEs pour de l'accueil et de l'embarquement. Comme à

l'ordinaire, dans les cabines de locomotive, tout colle et sainte de crasse. La colère s'exprime sur les forums de cheminotEs. Dans le RER berlinois (S-Bahn), pour se laver les mains, il faudrait changer les plannings, pouvoir sortir du train plus souvent... et avoir assez de savon dans les toilettes. Et si la S-Bahn annonce une réduction de son plan de transport, pour ceux qui resteront à la maison, quid des EVS (éléments variables de salaires, dont les primes qui se montent pour beaucoup à 27% du salaire).

Chez les grands patrons, aucune prise de risque

Il y a quelques jours, le directeur de Siemens, Joe Kaeser, a envoyé une vidéo aux 385 000 salariéEs de la multinationale. Priorité à la santé des salariéEs... mais pas de fermeture de site, ni de chômage partiel, ni de réduction de la production.

CORONAVIRUS Une semaine de confinement en Inde

Suivant Donald Trump qui décrivait un « virus chinois », et des déclarations de membres du parti de Modi, les actes racistes se sont multipliés. Les populations issues du nord-est de l'Inde (région marginalisée et proche de la Chine) ont été chassés de magasins de denrées alimentaires en raison de leur couleur de peau.

Végétarisme, homéopathie et urine de vache

Dans le même temps, le pouvoir a nié la réalité de la propagation du virus alors même que les gestes barrières comme se laver les mains sont inaccessibles à ceux n'ayant pas accès à l'eau courante et au savon. Les militants de la mouvance de Modi, dont des parlementaires, ont lancé des rumeurs sur les qualités de l'homéopathie dans le cadre de la crise sanitaire, les vertus du végétarisme, ou les puissances curatives de l'urine de vache face aux troubles respiratoires. L'urine bovine soignerait également le cancer. Ce genre de mensonges n'est pas nouveau. En pleine crise, l'utilisation des superstitions par le pouvoir leur a donné une nouvelle intensité et une fonction.

Les riches, les pauvres et le confinement

Les contrôles dans les aéroports n'ont pas manqué, les annulations de vols ont été annoncées à l'avance et les Indiens en déplacement à

Il est trop tôt pour analyser en détail la situation sanitaire en Inde. Le confinement de l'ensemble du pays a été décrété par le gouvernement central alors que le nombre de morts comptabilisés reste faible. La propagation du virus, même si elle n'est pas déjà effective, et le confinement sont le drame des centaines de millions de déshérités du pays dans un océan de misère, d'inégalités et de ségrégation.



INDRAJIT DAS / WIKIMEDIA COMMONS

l'étranger rapatriés. Les grandes firmes pharmaceutiques du pays comme Dr Reddy's et Cipla ont vérifié leurs possibilités de production. Bref, les riches ont vu la crise venir. 90% des travailleurEs d'Inde, rémunérés quotidiennement ou hebdomadairement et en liquide, se sont eux retrouvés sans travail du jour au lendemain. Et les propriétaires des usines fermées ont viré les ouvrierEs de leur périmètre. Les travailleurEs vivant hors de leur village d'origine ont cherché à retourner chez eux pour trouver refuge. Les trains ont

été supprimés, les gares fermées jusqu'au 31 mars. Ceux qui partent le font tantôt à pied tantôt en bus tandis que beaucoup sont, très certainement, restés dans leur lieu d'émigration c'est-à-dire dans la rue, les slums [bidonvilles] ou des chambres surpeuplées.

Quels moyens et pour qui?

Le gouvernement promet 5 kg de blé ou de riz et 1 kg de lentilles à ceux qui en auraient besoin (800 millions ?) à partir du 1^{er} avril. Une aide alimentaire arrivant une semaine après le

début du confinement, dont on peut douter de l'effectivité. Les morts de faim sont déjà nombreux. Des stocks de nourriture sont attaqués par des affamés. Le prix du riz augmente. L'effectivité de l'approvisionnement en nourriture semble précarisée par les désorganisations liées aux multiples confinements et par les rapacités. La répression des filices ou des paramilitaires est visible. Derrière, se pose la question de la corruption, l'absence généralisée de possession de documents d'identité ou de justificatifs de domicile, et l'impossibilité de s'enregistrer pour obtenir une ration de nourriture ou a laissez-passer durant le couvre-feu. Séparées du reste du pays, les résidences pour riches pourront continuer d'être approvisionnées. Et le secteur de la santé, essentiellement privé, risque d'être très vite débordé, leurs propriétaires sont ceux qui auront accès aux 70 000 lits avec respirateurs du pays. On compte en Inde 0,7 lit d'hospitalisation pour 1 000 habitantEs (6 fois moins qu'en Chine). La situation est pire dans les régions pauvres. Et les travailleurEs de la santé manquent de matériel.

Chris Miclos

ITALIE Vers la crise sociale

La crise sanitaire italienne, après trois semaines de confinement, prend des aspects encore plus dramatiques et, jusqu'à maintenant, il n'y a pas de signes probants de limitation de l'épidémie : elle a désormais [au 29 mars] touché plus de 80 000 personnes et fauché plus de 10 000 victimes.

Du moins, ce sont les chiffres officiels. De toute part, y compris de communautés scientifiques internationales, comme Nextstrain, on a hasarde l'hypothèse de chiffres beaucoup plus élevés. De toute façon, c'est tout le système sanitaire national qui n'arrive plus à garantir des soins adaptés pour touTEs les malades et encore moins à maintenir en activité les autres services : un million d'interventions « normales » ont été reportées.

«Problème de la faim»

Non seulement il est évident qu'une série de mesures – comme par exemple l'arrêt des productions non nécessaires – ont été prises avec retard mais, encore aujourd'hui, trop d'entreprises non essentielles continuent à produire, mettant en danger la vie des travailleurEs et favorisant la diffusion de l'épidémie. Rien qu'en Lombardie, ce sont 12 300 entreprises – elles devraient être fermées – qui ont demandé au préfet (c'est une disposition prévue par le décret en cours d'application) de pouvoir continuer la



WIKIMEDIA COMMONS

production ; c'est possible, sauf si celui-ci donne l'ordre d'arrêter. La condition des soignantEs, contraints d'affronter le désastre sans équipements ni Dispositifs de protection individuelle (DIP) adaptés, reste dramatique et ils et elles payent le prix fort : plus de 6 000 contaminés et des dizaines de morts. Mais d'autres travailleurEs, employés dans les services indispensables, vivent aussi une situation très difficile : celles et ceux des supermarchés, par exemple, et aussi celles et ceux

qui n'ont pas de DIP adaptés et sans qu'il y ait de fermetures régulières qui permettraient la désinfection de leur lieu de travail. Si les travailleurEs des entreprises fermées subissent une forte baisse des salaires, puisqu'ils ne peuvent bénéficier que des allocations du chômage technique, la condition de tous ceux qui travaillent – ou travaillaient – dans le secteur de l'économie informelle, et qui sont maintenant privés de tout revenu, est totalement désastreuse. Au Sud, où 13% de la population vit dans

TURQUIE «Combattre le coronavirus, c'est combattre le capitalisme!»

Depuis l'annonce, le 10 mars, du premier cas d'infection et, une semaine plus tard, du premier décès dû au Covid-19, la Turquie comptait au 30 mars plus de 90 000 contaminés et 130 morts. Le nombre de cas et de décès vont très vraisemblablement se multiplier de façon dramatique.

Les multiples campagnes publiques ou privées, comme « Il y a de la vie chez soi » ou dans un style plus direct « reste chez toi », ont certainement pesé sur le choix de celles et ceux qui avaient la possibilité de ne pas bouger de chez eux. Divers secteurs des « cols blancs » dont les entreprises ont adopté des mesures de télétravail sont aussi restés cloisonnés. Toutefois, une partie importante des travailleurEs n'a pas pu pratiquer cette auto-quarantaine et a ainsi été exposée au risque de contamination pendant ces deux dernières semaines.

Sauver d'abord le capital

Les mesures prises par le régime Erdogan n'échappent pas à la règle et montrent bien que l'alternative « la vie ou le profit », même dans une conjoncture « apocalyptique » n'en constitue pas une pour la classe dominante et les gouvernements bourgeois. Tout pour sauver le capital et de maigres mesures pour le peuple, comme des réductions sur la TVA ou des facilités concernant l'obtention des crédits immobiliers, ou encore d'autres mesures qui, sous couvert de soutien économique, visent surtout à renforcer la politique d'endettement des ménages. Et cependant, il n'est toujours pas question d'appeler à un confinement général et d'interrompre les activités économiques et professionnelles non essentielles. D'autre part, l'économie turque étant frappée par une profonde crise depuis près de deux ans, l'État n'a déclaré un paquet de soutien que d'une faible somme – de l'ordre de 14 milliards d'euros – qu'il sera très probablement obligé de réviser ou d'accroître selon la tournure que prendront les événements.

Et continuer la répression

Toutefois c'est le « business as usual » qui continue pour Erdogan et son bloc islamo-nationaliste. En pleine crise du coronavirus, le ministère de l'Intérieur a nommé des gouverneurs à la tête de cinq autres municipalités dirigées par des maires HDP – qui ont été démis de leur fonction. Ainsi parmi les 64 maires reportées lors du scrutin municipal de mars 2019, au total 37 ont été « récupérées » par le régime et 21 des maires destitués ont été mis en état d'arrestation. L'AKP et son allié d'extrême droite MHP ont aussi proposé un projet de loi concernant le report de la mise à exécution de peines d'emprisonnement, visant à alléger le nombre d'incarcérés en prison face au risque de contamination. Ce report inclurait entre autres les condamnés pour violences sexuelles mais ne concernerait pas ceux qui purgent une peine ou bien sont en détention provisoire pour des actes assimilés au terrorisme (rappelons que toute critique du régime ou expression de solidarité avec le peuple kurde sont ainsi classifiées). Ainsi de nombreux journalistes, intellectuels et notamment les députés et militants incarcérés du HDP ne pourront pas bénéficier de cette loi.

Face à la crise du coronavirus, le régime a aussi dû abandonner, temporairement, sa politique d'ouverture des frontières pour les migrantEs qui voudraient rejoindre l'Europe. Pour évacuer le camp qui s'était formé à la frontière gréco-turque et obliger les migrantEs à quitter les lieux, les autorités turques ont brûlé les tentes et ont ramené les migrantEs dans des centres de rétention où ils seront mis en quarantaine pendant deux semaines.

Imposer une autre politique

Les prochaines semaines vont être cruciales pour imposer au gouvernement la prise de mesures plus radicales pour la santé des travailleurEs comme l'arrêt des activités de production non essentielle, l'imposition de congés payés, le report des paiements de factures (gaz, électricité, eau), l'interdiction des licenciements, etc. Autant de revendications exprimées, entre autres, dans la campagne menée par la section turque de la IV^e Internationale Yeniyol avec deux autres groupes marxiste-révolutionnaires (Baglangic et le Parti de la démocratie ouvrière – IDP lié à l'UIT-CI) dont le titre résume bien la tâche de toutes les forces de gauche au niveau international « Combattre le coronavirus, c'est combattre le capitalisme ! »

Uraz Aydin

Après deux semaines de confinement, chacunE peut mesurer à quel point la situation actuelle n'est pas viable: un confinement autoritaire et «à plusieurs vitesses», qui renforce les inégalités sociales et aggrave la situation des plus fragiles, une politique de sauvegarde des profits contradictoire avec toute lutte réelle et efficace contre le Covid-19, etc. S'il ne s'agit pas ici de remettre en cause le principe du confinement, entendu comme une mise en œuvre drastique de procédés de distanciation sociale, rendus indispensables par le développement de l'épidémie et la destruction méthodique du système de santé publique, force est de constater que les mesures actuelles ne règlent rien à moyen terme. Comme l'a écrit le chercheur Bruno Giraud: «Le confinement permet de ralentir efficacement la diffusion du virus et, redisons-le, en l'absence de stratégie de dépistage initiée dès le début de l'épidémie, il reste la moins mauvaise stratégie à court terme. Pourtant, si l'on s'en tient là, il ne sert à rien: si nous sortons de nos enfermements dans, disons, un mois, le virus sera toujours là et provoquera les mêmes morts que ceux qu'il aurait causés aujourd'hui en l'absence de confinement.» Pour envisager une quelconque sortie de confinement «par le haut», il s'agit donc de se fixer des objectifs clairs, en premier lieu au niveau du système de santé et des dispositifs de protection, afin d'enrayer véritablement le coronavirus, ce qui implique de modifier en profondeur les priorités de production et, partant, l'organisation de l'économie. Pour ce faire, impossible de s'en remettre à l'État et/ou aux grandes entreprises: ces solutions, radicales mais indispensables, doivent être imposées par en bas, par l'auto-organisation des salariéEs et de la population, seulEs à même de réorganiser la production en fonction des besoins de touTEs, et pas des intérêts de quelques-uns.



URGENCE SANITAIRE ET RÉORGANISATION DE LA PRODUCTION

LEUR CONFINEMENT ET LE NÔTRE

La stratégie de riposte choisie par le gouvernement français contre le Covid-19 révolue de plus en plus les personnels médicaux, et aussi la population.

Mais où sont les tests, où sont les masques? Où est le confinement pour les secteurs non essentiels, quand on voit les encouragements à faire repartir ce lundi les usines PSA, heureusement bloqués par les syndicats? On peut résumer la stratégie officielle du gouvernement par: le confinement pour étaler le pic et permettre aux services de réanimation de tenir, de sauver le maximum de monde. Un choix par défaut, par austerité diraient, tant des années de politique de fermetures de lits ont fragilisé l'hôpital, tant la volonté d'économiser 50 millions d'euros prive la population et son système de santé de la réserve de 1,3 milliard de masques, tant la France est en retard sur l'utilisation massive des tests, tant manquent les respirateurs et demain, dès aujourd'hui parfois, les médicaments essentiels (Hypnovel pour sédatier les patientEs en réanimation, Augmentin contre les surinfections...).



Aucune décision de tester largement
Quand les mesures d'austerité rejoignent l'hospitalo-centrisme des spécialistes de la santé publique, et la tradition d'État fort et de centralisation des décideurs, on en arrive à cette situation qui fait uniquement reposer sur l'hôpital le choc Covid-19, qui ne vise pas d'abord à limiter la diffusion du virus, mais à l'étaler simplement dans le temps. Aucune décision de tester largement, dès le début de l'épidémie, les cas suspects, pour isoler les patientEs de manière solidaire, de tester et retester les personnels des

Ehpad, les proches de gens fragiles, les personnels en relation avec le public. Des tests au compte-gouttes, hospitaliers, pour les cas les plus graves. Une décision scandaleuse, qui va à l'opposé des recommandations de l'OMS, de l'expérience des pays, pourtant proches de la Chine, qui ont réussi à tenir face à la première vague de Covid-19. Dépistage précoce au plus près de la population, en lui donnant les moyens financiers, matériels et le soutien psychologique pour rester confiné. Avec fermeture des centres de rétention, réquisition des logements vides, ouvertures massive de lieux d'hébergement, prisons vidées au maximum, comme l'exigent les associations. Le tout en fournissant information adaptée et masques en grande quantité. Tests élargis aux cas contacts pour éviter la diffusion. Information, démocratie, transfert de richesse pour permettre un confinement solidaire. Une stratégie d'autant plus efficace qu'elle est commencée plus tôt. Et qui devra de toute les façons être celle pour une sortie de la crise du Covid-19. Une telle stratégie de dépistage de masse communautaire (médecins et laboratoires de ville, drive-in sur les parkings, tests réalisés par les personnels dont le travail est utile à la santé, à la solidarité,

à l'effort contre le Covid-19, sur les lieux de travail, voire auto-tests...) n'aurait probablement pas suffi à éviter le passage vers une forme plus ou moins lourde de confinement. Notamment parce qu'il faut savoir que beaucoup de tests sont faussement négatifs, comme l'exemple de cette jeune adolescente de 16 ans, décédée après deux tests négatifs, puis testée positive en rentrant en réanimation, le confirme. Mais elle aurait permis non seulement de mieux étaler, mais aussi de réduire le nombre de malades, et donc le nombre de décès dans les services d'urgence saturés. Mais leur horizon c'est l'austerité et l'État fort. Le nôtre, la solidarité et l'auto-organisation. La différence se compte en milliers de morts.
Frank Cantaloup



La pandémie de Covid-19 révèle d'abord et avant tout l'état dramatique dans lequel 40 ans de libéralisme ont mis le système de santé. Mais elle met à nu bien d'autres questions, qui tournent autour des choix économiques et sociaux dans une société que ses dirigeants entraînent vers la barbarie.

Tout d'abord, la «révélation» du caractère indispensable de travailleurEs invisibilisés, aux pires conditions de travail, aux plus bas salaires, à la précarité la plus totale. Pour commencer, dans l'agriculture, transformée en industrie par chimie, comment faire sans l'apport de milliers, dizaines de milliers d'immigréEs surexploités, sous-payés, mal logés, aux conditions de travail insupportables? Et voilà que certainEs découvrent la place incontournable du travail assuré par les «soutiers» de la société. Le travail des femmes de ménage, des livreurs, des éboueurs, des «hôtesse de caisse», des chauffeurs, des égoutiers, de ceux qui entretiennent les réseaux d'eau, d'électricité, de gaz, les ascenseurs, mal payés, mal traités, précariséEs, sous-traités et maintenant ubérisés, se révèle indispensable au fonctionnement de la société.

Imposer le pire
Mais, dans tous les cas, le scandale vient des conditions dans lesquelles l'activité est censée continuer, avec notamment l'inexistence des moyens de protection (gel

MOBILISER L'ÉCONOMIE CONTRE LE CORONAVIRUS, EN RUPTURE AVEC LE PROFIT

Nous sommes de toute évidence partis pour une longue crise. Une période où la santé, voire la vie de chacunE est en danger, et il serait catastrophique que gouvernement et patrons puissent la gérer à leur guise.

Si l'on essaie d'évaluer l'impact de la crise sur les différents secteurs, deux cas sont à distinguer: d'abord les secteurs moins affectés (en moyenne, pas forcément pour toutes les entreprises) par la pandémie: c'est le cas de l'agro-alimentaire, de la grande distribution et de la vente (Amazon et autres) mais aussi de la pharmacie et parapharmacie, d'une partie du secteur du transport de marchandises et aussi de certaines activités de service, publiques ou privées, qui peuvent recourir au télétravail. D'autres secteurs sont fortement impactés: bâtiment, automobile, aéronautique, chantiers navals, transport des personnes, cafés-restaurants, loisirs, tourisme, spectacle... Face à la crise sanitaire, ces différents secteurs ne sont pas tous indispensables: sont vitaux l'approvisionnement en denrées alimentaires, la fabrication et la fourniture de médicaments et de tout ce qui est nécessaire aux hôpitaux et à ceux qui sont en danger, l'énergie, les communications (téléphone, internet...). D'autres activités sont de toute évidence non indispensables: le textile-habillement, la construction navale, l'automobile individuelle, etc. Mais il n'est pas toujours aussi simple de faire la distinction: au sein d'une même entreprise, peuvent coexister des activités indispensables ou inutiles



dans le contexte actuel. Enfin, certaines entreprises pourraient être reconverties: le textile dans la fabrication de masques, la parfumerie dans celle de gel, les usines automobiles pourraient fournir les respirateurs qui manquent aux hôpitaux. Quant aux hôtels et centres de vacances, ils pourraient servir à loger, soit des sans-logis, soit des patientEs non admis dans les hôpitaux mais qui risquent de répandre la maladie dans le cadre familial.

Leur «liberté», c'est le marché

Dans la logique du grand patronat et du gouvernement, l'horizon est le retour à la «normale»: cette normalité où la police n'est jamais à cours de LBD et de grenades mais où les hôpitaux sont ratés. Dans cette logique, tous les secteurs de l'économie doivent recommencer à tourner, indépendamment de leur utilité. Ainsi, interpellée par les organisations

syndicales qui demandent de limiter la distribution de colis au strict nécessaire (en particulier les médicaments et le matériel médical), la DRH du groupe La Poste a eu cette sortie: «C'est la liberté de chacun, y compris de commander une paire de jeans, sinon on ne serait plus en démocratie». La liberté, c'est le marché: quitte à mettre en danger les postierEs pour distribuer des produits qui peuvent attendre. Il faut imposer une autre logique. Ne doit fonctionner que ce qui est nécessaire face à la pandémie et, dans ces activités, il faut que la santé des travailleurEs soit protégée tant pour y travailler que pour rejoindre l'entreprise. Pour cela, il faut des mesures d'autorité face aux dirigeants d'entreprise et non un plan d'urgence qui distribue des milliards d'euros sans aucun engagement sinon une «modération» sur les dividendes des actionnaires. Il faut en finir avec les déclarations mielleuses à la Édouard Philippe qui, le 28 mars, a jugé «envisageable» la réquisition des moyens de production de masques, médicaments et autres matériels, tout en soulignant qu'elle était à utiliser «avec prudence». Ce n'est pas «envisageable», c'est nécessaire! La lutte contre le coronavirus ne peut dépendre de la bonne volonté de patrons, même si certains ont reconverti leurs ateliers pour fabriquer des masques ou du gel.

Un plan de réquisition et de mobilisation

Il faut réquisitionner les entreprises, établir un plan pour une mobilisation qui va être de longue durée, coordonner les

entreprises qui fabriquent et celles qui peuvent leur fournir matières premières et équipements, réorganiser les transports en donnant des conditions d'activité correctes aux routiers. Il faut donner aux salariéEs un pouvoir de décision sur les conditions de travail et la marche de l'entreprise. Ainsi les travailleurEs de l'aéronautique se battent aujourd'hui contre la réouverture d'Airbus mais, comme l'écrit un travailleur du secteur: «Il y a, même dans l'aéronautique, des productions importantes qu'il faut maintenir: si on nous demande de dépanner un hélicoptère de la SAMU, on le fera avec plaisir. Mais c'est aux travailleurEs de décider ce qui est essentiel et ce qui ne l'est pas. On ne fait pas confiance, et la situation nous donne raison, au gouvernement et aux patrons pour dire ce qui est essentiel et ce qui ne l'est pas. Mais au-delà de l'arrêt des productions non essentielles afin de contenir la propagation du virus, l'industrie aéronautique pourrait apporter bien plus dans cette crise sanitaire sans précédent, qui touche avant tout celles et ceux qui ne peuvent pas arrêter de travailler, qui ne sont pas confinés, c'est-à-dire les salariéEs. En Espagne et en Italie, certaines usines de l'industrie automobile discutent de réorienter leur production pour construire des respirateurs artificiels. Ce serait tout à fait faisable dans les usines de l'aéro, et, aux Ateliers de la Haute-Garonne où je travaille, nous avons interpellé la direction dans ce sens.»
Henri Wilno
1 - Article en ligne sur <https://npa2009.org/actualite/entreprises/vent-de-rebellion-chez-airbus-contre-la-reouverture-des-usines>

ET PENDANT CE TEMPS-LÀ, L'AGRICULTURE MANQUE DE BRAS

hydroalcoolique, masques, gants, etc.). Autant d'insuffisances qui conduisent les salariéEs à refuser de s'exposer à la contamination en travaillant. Les chauffeurs routiers, les salariéEs du commerce en ligne, de la distribution, de l'automobile, les postierEs, etc., tentent de résister. Les positions du gouvernement sont criminelles, entretenant en permanence la confusion. Ainsi le projet de loi sur l'urgence sanitaire parle de «secteurs particulièrement nécessaires à la sécurité de la nation ou à la continuité de la vie économique et sociale». Les employeurs s'appuient dessus pour justifier des activités non essentielles. Dans le même temps, le gouvernement tente d'empêcher toute contestation. Les institutions représentatives du personnel, déjà passées à la moulinette des réformes du code du travail, sont largement courtisées par les employeurs. Tout juste sont-elles sollicitées pour information et, avec la réduction des moyens et pouvoirs auparavant apanage des CHSCT, toute contestation est difficile à mettre en œuvre. S'opposant à toute volonté de refuser de se mettre en danger, Pénicaud n'hésite pas à mettre en cause jusqu'au droit de retrait des salariéEs en situation dangereuse au motif de l'«état d'urgence».

Dans la foulée, les pouvoirs de contrôle de l'inspection du travail sont eux aussi attaqués en tentant de limiter leurs interventions à un soutien des employeurs. Mais cela ne suffit pas. L'état d'urgence sanitaire sert de prétexte à de multiples attaques sur le temps de travail. Allongement du temps de travail journalier, hebdomadaire, raccourcissement des temps de repos, encadrement des prises de congés vont aggraver la charge de travail des salariéEs concernés. De fait, il s'agit de l'extension du champ d'application de mesures depuis longtemps applicables pour les services relevant d'urgences diverses notamment en matière de maintenance (ascenseurs, informaticiens, etc.), régis par des régimes d'astreinte dénoncés de longue date. Dans le même temps, les fractures de la division capitaliste du travail sont mises en évidence. Avec le télétravail, les cadres dirigeants se mettent à l'abri de toute contamination, que ce soit sur les lieux de travail ou dans les transports. Combien de ces cadres et de leurs familles sur le million de «déménagements» en extrême dont les images, entraperçues sur les chaînes d'information, donnaient l'impression qu'ils venaient

des beaux quartiers au moyen de grosses berlines, et non du 93 ou des quartiers populaires de Paris? Ils ont envahi les côtes et îles de la mer du Nord, de Normandie, de Bretagne, d'Aquitaine ou de la Méditerranée.
Vers un retour de bâton contre les apprentis sorciers?
Dans cette situation, la mise en avant du dialogue social par une majorité d'organisations syndicales est plus que jamais catastrophique. Plus que jamais le pouvoir l'utilise pour tenter de donner corps à l'union sacrée. Dans les faits, patronat et gouvernement ne tiennent aucun compte des revendications, des propositions portées par les confédérations. Et le patronat fait ses choix industriels et sociaux sans se lier les mains avec des engagements vis-à-vis des partenaires sociaux. L'incompréhension, la consternation de salariéEs auxquelEs on remet des instruments de protection détournés d'une utilisation pour le secteur de la santé, et la réactivité de nombreuses structures syndicales imposent heureusement d'autres priorités. Le patronat, le gouvernement persistent et signent sur le caractère indispensable de la poursuite

d'activités économiques non liées directement à la lutte contre la pandémie et au maintien des moyens de subsistance pour la population. Mais, finalement, auraient-ils peur que le confinement, malgré l'isolement, produise une mise en cause de la tolérance face à la dictature patronale? Que certainEs, en retournant au boulot, se posent des questions sur le caractère indispensable de l'activité de l'entreprise, sur la façon dont celle-ci est organisée et contrôlée... Est-il indispensable de fabriquer des voitures, des machines à laver, des téléphones portables en équipes, pendant 35 heures, la nuit, le week-end, de passer des heures et des heures à se rendre au travail? Et si la pandémie de Covid-19 était suivie d'une pandémie de «droit à la paresse»? Même si le confinement entraîne l'isolement, des difficultés pour la construction de réponses collectives, les salariéEs pourraient reprendre à leur compte, et sous leur direction, la vision de Macron voulant «tirer les leçons du moment que nous traversons, interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies».
Robert Pelletier

IMPOSER DES MESURES SANITAIRES D'URGENCE

À l'étape actuelle, la réponse sanitaire la plus immédiate consiste à étaler le «pic» de la pandémie afin d'éviter la saturation complète du système de soins.

Arrêt de toutes les productions et activités non indispensables

Pour que le confinement soit efficace et qu'il soit de la plus courte durée possible, il doit être généralisé. Or le pouvoir tient un double discours: confinement coercitif et punitif d'une part, mais «en même temps» poursuite de l'activité économique, même au prix de la santé des salariéEs et de la population.

► Toutes les activités qui ne sont pas indispensables immédiatement doivent être arrêtées;
► En cas de refus des employeurs ou de l'État, les représentantEs des salariéEs doivent pouvoir imposer leur veto et les salariéEs faire jouer leur droit de retrait.

Effectifs, protections, matériel, médicaments: tous les moyens à disposition de l'hôpital et de l'urgence sanitaire
Dans plusieurs régions (Grand Est, Île-de-France) le système de santé est à saturation et des évacuations doivent être faites vers d'autres régions ou pays pour l'instant moins touchés. L'épidémie fait des dizaines de morts dans les EHPAD. On ne rattrapera pas en quelques jours des années de restrictions et d'impréparation du système de santé, mais tous les moyens existants doivent être mis à la disposition de la lutte contre l'épidémie, tout en continuant de soigner les autres patientEs qui en ont besoin.

► Tous les effectifs disponibles doivent être mis à disposition en fonction des besoins:
• L'appel lancé aux bénévoles et à la «réserve sanitaire» est insuffisant; Les hôpitaux doivent être autorisés à recruter sans limite, sur des postes pérennes, avec des financements pérennes;
• Les personnels hospitaliers, des EHPAD et touTEs les soignantEs doivent disposer de protections nécessaires à leur santé et à celles des patientEs: masques, surblouses, lunettes, gel, etc. En cas d'exposition inacceptable sans protection suffisante, les personnels sont habilités à faire jouer leur droit de retrait;
• Les CHSCT des hôpitaux et les CESE dans le privé doivent se réunir régulièrement et vérifier les conditions de travail et s'opposer à toute mise en danger des personnel et des usagerEs;
• Les personnels soignants doivent être testés et celles et ceux susceptibles d'avoir été contaminés doivent être confinés et rémunérés intégralement, et ne doivent pas être remis au travail au bout de quelques jours sans certitude qu'ils et elles ne sont plus contagieux.

► Réquisition de toutes les entreprises susceptibles de réorienter leur activité pour produire les matériels indispensables aux soins (masques, respirateurs), et de l'industrie pharmaceutique, avec un contrôle exercé par les utilisateurEs et les producteurEs sur ce qui est produit, sa qualité et les conditions de sa production:
• Dès aujourd'hui l'ensemble de l'industrie pharmaceutique doit être réquisitionnée et placée sous contrôle public pour assurer et livrer les médicaments nécessaires et préparer pour demain la production des traitements et vaccins;
• L'ensemble de la recherche doit être placée sous contrôle public.

Protection des salariéEs restant en activité

L'ensemble des salariéEs contraints de travailler pour assurer les activités indispensables doivent bénéficier des protections nécessaires. Masques, gel et dispositifs de protection doivent leur être fournis. Faute de quoi ils et elles sont pleinement habilités à faire jouer leur droit de retrait.

Protection des populations les plus vulnérables

Les «oubliéEs» de la société en temps habituel le sont encore plus en temps d'épidémie. Personnes âgées et isolées, handicapéEs et personnes souffrant de troubles psychiques, migrantEs, sans domicile sont les plus exposés à la maladie et les moins susceptibles d'accéder aux soins et de satisfaire les besoins les plus fondamentaux. La faim réapparaît, l'aide des associations caritatives devient très difficile et est souvent interrompue.

Il faut:

► L'organisation de l'accès à l'alimentation pour touTEs;
► L'accès à l'eau, et à l'eau potable, pour touTEs;
► La réquisition des logements permettant l'hébergement et le confinement de toutes celles et ceux qui en ont besoin, la possibilité d'héberger et de soigner les personnes atteintes du Covid-19 et non hospitalisées;
► L'accès gratuit pour touTEs à toutes les structures de soins;
► L'abrogation du décret sur les demandeurEs d'asile;
► La protection et l'hébergement des femmes subissant des violences.

Jean-Claude Delavigne

ÉDUCATION

Le mensonge de la continuité pédagogique

Contrairement à ce qu'a prétendu Jean-Michel Blanquer, la fermeture des écoles n'avait pas du tout été anticipée, tant sur le plan technique que pédagogique. C'est donc pour mieux cacher ses propres incohérences que le ministre joue aujourd'hui la musique de l'hommage vibrant aux enseignantEs.

Au lendemain de la décision de fermeture des établissements scolaires, Blanquer enjoignait aux enseignantEs de se rendre dans leurs écoles afin d'y assurer une « permanence pédagogique ». Au mépris, donc, de la stratégie sanitaire de confinement et de la santé de ses personnels. Il récidivera à plusieurs reprises, notamment en incitant les parents à se rendre dans les écoles chercher les devoirs de leurs enfants. Ou lorsque le rectorat de Nantes conseillera aux parents et aux enseignantEs de contourner les règles et de se rencontrer dans des magasins d'alimentation pour échanger du travail scolaire.

Quant à la nécessaire mission d'accueil des enfants des personnels soignants, elle n'est pas accompagnée de protocoles clairs ou de moyens de protection adéquats. Résultat : plusieurs écoles ont dû fermer, les personnels y ayant contracté le Covid-19.

Continuité ou non-sens pédagogique

Au prix d'une charge de télétravail souvent considérable, un certain nombre d'enseignantEs ont, dans un premier temps, tenté de jouer le jeu de la « continuité pédagogique ». Mais, bien vite, des critiques ont heureusement pointé les inégalités face au numérique ou celles, encore plus importantes, face au travail à la maison. Car s'il n'est pas absurde de trouver des moyens de conserver une forme de lien entre tous les élèves et l'école, prétendre à tout prix « ne pas perdre de temps sur les apprentissages » ne peut conduire qu'à un accroissement des inégalités.

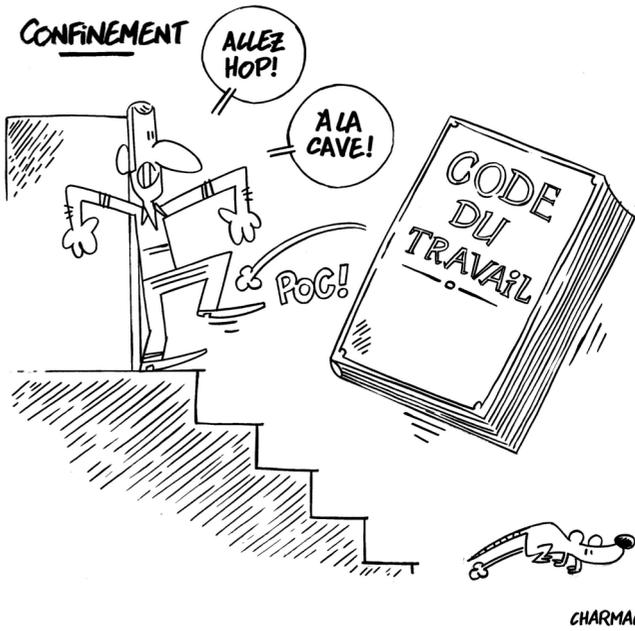
Qu'est-ce qui aurait empêché Blanquer de faire passer, comme son homologue de la région Wallonie-Bruxelles, des consignes raisonnables, veillant à ne pas surcharger de travail et de stress les élèves et leurs enseignantEs, en suspendant officiellement les leçons pour ne pénaliser personne ? Par idéologie et à cause de sa vision moraliste du travail, Jean-Michel Blanquer se montre donc indifférent à la santé de ses personnels ainsi qu'aux inégalités engendrées par sa « continuité pédagogique ». Pire : il entend même se servir de la crise comme d'un laboratoire pour expérimenter son projet d'école à la sauce libérale. Plus que jamais, il nous faut dénoncer cette politique et exiger la démission de ce ministre irresponsable.

Raphaël Alberto

CORONAVIRUS

Le droit du travail confiné sur ordonnance

La loi d'urgence sanitaire autorise le gouvernement à modifier certaines dispositions du code du travail et du statut des fonctionnaires de manière, en principe, temporaire.



entreprises, une consultation du personnel sous pression du patron suffit pour faire avaliser n'importe quel recul. Les employeurs privés et publics pourront imposer unilatéralement les dates des jours de réduction du temps de travail, des jours de repos affectés sur le compte épargne temps, alors que celui de la prolongation du confinement général. Voilà qui éclaire le cynisme de la direction de PSA ! Cette décision a suscité l'opposition de tous les syndicats représentés au CSE de l'usine et finalement PSA a reporté la date de réouverture. Un succès bien limité car PSA n'a

reprenre leur vie sociale hors travail une fois le confinement terminé.

Durée du travail et repos

Cerise sur le gâteau, certaines entreprises seront autorisées de droit à augmenter les durées maximales du travail, diminuer les temps de repos et faire travailler le dimanche, sans autorisation administrative. Le gouvernement promet de limiter cette faculté à certains secteurs, mais la liste n'est pas encore connue... Il sera donc possible de faire tourner certaines productions 24/24 h et 7 jours sur 7 au mépris des règles encadrant la durée du travail, dont l'excès est facteur de fatigue, de maladies et d'accidents. Si l'on peut concevoir la nécessité de garantir et d'accroître la production de certains biens, sans socialisation de la production sous contrôle des travailleurEs décident des rythmes et des mesures de sécurité, cette mesure servira surtout à garantir aux patrons de ces entreprises une

part de la plus-value absolue (et donc de profit) au prix d'une exploitation effrénée.

Car c'est bien là le fond du problème : avec une subordination et un arbitraire patronal accrues, sans droits nouveaux pour les salariéEs, sans pouvoir de faire valoir leurs droits, et sans moyen de contrôler l'application du droit puisque les inspecteurEs du travail n'ont pas les équipements pour assurer leur mission en sécurité, c'est finalement le Code du travail qui se trouve dans les faits affaibli au seul bénéfice des employeurs et l'exploitation de la force de travail qui peut avoir libre cours. Nous savons, avec ce gouvernement autoritaire, que le provisoire finit par devenir la norme, comme on l'a vu avec l'état d'urgence : ces mesures doivent être combattues et les revendications anticapitalistes d'interdiction des licenciements et de réquisition des entreprises sous contrôle ouvrier n'en sont que plus urgentes. **Comité inspection du travail Île-de-France**

CORONAVIRUS

Le monde de la psychiatrie et les oubliés de la pandémie

De toute évidence, la santé mentale n'est pas prioritaire pour le gouvernement.

Comme dans la plupart des hôpitaux, les directions des établissements psychiatriques ont fonctionné sans visibilité dans un premier temps. Moultes réunions de crise entre directions, moultes notes de service comme partout ailleurs

pour gérer la pénurie en matériels et en moyens humains...

Comme si la psychiatrie était une spécialité accessoire, un luxe que l'on peut se permettre seulement en « temps de paix ». Les premières mesures ont été la fermeture des structures de jour (hôpitaux de jour, centres d'accueil thérapeutique à temps partiel - CATT) pour pallier les absences des personnels soignants du fait des fermetures des écoles, pour respecter les mesures de confinement

AUTOMOBILE

Reprendre la production au mépris de la vie de touTEs ?

Très officiellement, PSA a annoncé dans la journée de vendredi la mise en place d'un calendrier de reprise « progressive et sécurisée ». Et la boîte de détailler les mesures envisagées pour la permettre : prises de température régulière, port de masques, respect d'une distance de sécurité entre les personnes, maintien des portes ouvertes, nettoyage régulier des outils et surfaces.

Une reprise initialement envisagée pour le 31 mars

Les annonces faites dans les CSE ont confirmé cette intention de PSA de rouvrir ses usines le lundi 6 avril avec des retours aux postes de travail pour préparer cette reprise dès les 2 et 3 avril. L'usine de Poissy fait exception avec une réouverture envisagée pour le 13 avril.

Mais c'est dès le 31 mars que PSA avait prévu de rouvrir les usines de Valenciennes qui fabrique des boîtes de vitesse et de Douvrin qui fabrique des moteurs. Cette annonce a été faite le même jour que celui de la prolongation du confinement général ! Voilà qui éclaire le cynisme de la direction de PSA ! Cette décision a suscité l'opposition de tous les syndicats représentés au CSE de l'usine et finalement PSA a reporté la date de réouverture. Un succès bien limité car PSA n'a

Alors que l'épidémie de Covid-19 continue de progresser et que le confinement a été prolongé de deux semaines, PSA et Renault veulent rouvrir leurs sites en France. Dans les CES, les comités économiques et sociaux, réunis en téléconférence vendredi 27 mars, les directions des établissements ont mis à l'ordre du jour la reprise des activités selon un calendrier plus ou moins rapproché.



WIKIMEDIA COMMONS

pas renoncé à rouvrir ses usines quoi qu'il en coûte pour la santé des salariéEs et de la population, mais un succès tout de même ! Aux salariéEs de PSA vont s'ajouter ceux et celles de tous les sous-traitants auxquels, dans la continuité de la chaîne d'activités, une reprise de travail sera aussi imposée et là sans contrôle sur les conditions sanitaires. Et tous devraient emprunter des moyens de transport pour se rendre au travail, multipliant les possibilités de contagion dans et hors de l'usine.

Question de survie

L'automobile n'est pas une production essentielle. Plus particulièrement, les usines de Douvrin et Valenciennes ne fabriqueront aujourd'hui que des pièces pour l'exportation à destination de la Chine, où une activité redémarre, et de quelques autres pays du monde où un confinement n'est pas appliqué. Cette reprise ne serait importante qu'au regard du portefeuille financier de la famille Peugeot et des autres actionnaires.

LA POSTE Une baisse d'activité sous pression

Les droits de retrait massifs, qui ont concerné environ 10000 postierEs, et l'intersyndicale large qui s'est constituée dans la foulée (voir l'Anticapitaliste n° 515) ont très clairement mis en difficulté la direction de La Poste, qui ne s'attendait pas à un tel niveau de réaction. L'écho médiatique rencontré par la résistance des agentEs a, de plus, accentué la pression.

Le 23 mars, la DRH du groupe annonçait des mesures pour limiter la présence au travail des postierEs. Le principe général (qui trouve différents déclinaisons, selon les métiers et les branches), c'est que les agentEs (celles et ceux qui ne peuvent télétravailler) travaillent à 50 %, en gardant un niveau de rémunération à 100%. Ce n'est pas rien, loin de là, notamment si on compare avec ce qui se pratique dans d'autres secteurs déclarés « vitaux ». Et c'est clairement le résultat du rapport de forces qui s'est très rapidement mis en place

(même s'il s'agit également d'une réponse à la baisse de l'activité – les flux colis ont par exemple diminué de près de 40 %).

Continuer à se battre

Mais beaucoup de problèmes demeurent. Être moins présentE au boulot ne signifie pas que les risques ont en soi diminué (on est juste moins exposé). À titre d'exemple Castaner a vivement remercié La Poste d'avoir fourni 300 000 masques à son ministère, alors que tous les services ne sont pas pourvus, loin de là (si c'était le cas, ils auraient évidemment

dû être livrés aux personnels hospitaliers). Les salariéEs des filiales ne bénéficient pas du même traitement que celles et ceux de la maison-mère. Soit ils et elles continuent à travailler quasiment à plein temps, soit c'est le chômage partiel. Le cynisme des dirigeants de La Poste n'a d'ailleurs, lui, pas diminué, puisque, dans le Rhône, des offres d'emplois « séniors » sont publiées sur Le bon coin. Les emplois en question sont des CDD réservés... aux plus de 57 ans. Pas de problème pour risquer la vie des salariéEs les plus fragiles, quand il s'agit de profiter d'emplois aidés !

L'enjeu est donc de continuer à mettre la pression sur les directions, même dans un contexte où le nombre de postierEs au travail est, de fait, en baisse.

Édouard Gautier



DR

FINANCES PUBLIQUES

Les agentEs sont « utiles à la nation » : bonne nouvelle ?

En France, des milliers de salariéEs travaillent d'arrache-pied pour que les activités dites essentielles perdurent. À ce titre les personnels de la fonction publique sont sur le pont et parmi eux les agentEs des Finances publiques.

Depuis des années, la Direction générale des Finances publiques (DGFiP) est sacrifiée avec des suppressions massives d'emplois (environ 40 000 depuis 2008), des externalisations de missions, de nombreuses fermetures de trésoreries de proximité... Et le gouvernement actuel avait, plus que jamais, pour ambition de la détruire encore plus avec des restructurations majeures, prenant prétexte de la dématérialisation et donc sous-entendant que les agentEs n'étaient pas indispensables. Mais ça c'était avant !

Des missions prioritaires certes mais les agentEs ? Depuis le début de la catastrophe sanitaire, les agentEs des Finances publiques sont sur le pont pour, par exemple maintenir la chaîne des dépenses et des recettes des hôpitaux publics, assumer les décisions gouvernementales pour les entreprises, assumer les décisions des collectivités territoriales pour aider là aussi les entreprises, assurer les secours d'urgence gérés par les conseils départementaux, assurer les payes et les pensions de tous les fonctionnaires, assurer les demandes des particuliers qui peuvent avoir un impact financier important, et bien d'autres choses... Une grande partie de ces missions prioritaires se font pour les agentEs en présentiel car, d'une part, un certain nombre d'entre elles ne peuvent se faire en télétravail et, d'autre part, parce qu'il n'y a pas suffisamment de matériel informatique pour mettre une très grande majorité des agentEs en télétravail. Et force est de constater que, dans de nombreuses directions départementales, la sécurité des agentEs n'est pas vraiment une priorité : manque de savon, pas de nettoyage approfondi des locaux, pas de mise en œuvre de modalités permettant aux agentEs d'éviter les trop longs trajets de transport, pas de masques, pas de gants et, quand les organisations syndicales tant au niveau national que local les réclament, la réponse est toujours la même : la seule protection est de respecter les gestes barrières !

Sans oublier que la Direction générale a mis un certain temps avant de fermer au public les sites des Finances publiques et voulait même que des accueils physiques sur rendez-vous soient maintenus alors que le gouvernement ne cesse de répéter « Restez chez vous ». Les droits de retrait et la pression des organisations syndicales ont permis un recul sur cette question. En revanche, toujours rien concernant les primes de restauration pour les collègues allant sur les sites alors que tous les restaurants administratifs sont fermés. Par ailleurs, au vu de la loi d'urgence sanitaire votée et en particulier des ordonnances réduisant les droits des salariéEs, les agentEs des Finances publiques comme l'ensemble des fonctionnaires sont en attente de leur traduction dans la fonction publique. Mais d'ores et déjà, Darmanin et Dussopt ont annoncé que cela se ferait par décision unilatérale. Décidément, ces ministres et ce gouvernement considèrent nos droits comme non prioritaires ! Nous saurons nous en souvenir ! **Joséphine Simpon**

ÉDUCATION Télé-lycée, système D

Depuis deux semaines, si les cours, sous une forme ou sous une autre, ont pu continuer, ce n'est sûrement pas grâce à Blanquer, mais grâce à la bonne volonté des lycéenEs et des profs.

Entre l'impossibilité de se connecter aux différentes interfaces prévues, notamment aux espaces numériques de travail (ENT) saturés, et les difficultés à se joindre, le système D a été à l'honneur. Et ce, en dépit des messages rassurants et des promesses solennelles – Blanquer disait que les serveurs pouvaient accueillir 7 millions de connexions simultanées, la blague ! Les profs ont souvent joué les hotlines pour pallier les problèmes techniques, et profs comme élèves ont rivalisé de créativité pour que la « continuité pédagogique » ait lieu, malgré les planches pourries du ministère. Le



DR

manque de moyens dans l'éducation nationale touche aussi la capacité des serveurs !

La sélection sociale... chacun chez soi !

Cette débrouille n'a pas été la même pour tout le monde. À côté des témoignages rieurs des familles bourgeoises

s'amusant de cette nouvelle manière d'apprendre dans leurs maisons de campagne, les galères s'accumulent. Pas d'imprimante, pas d'ordinateur ou de bonne connexion internet et l'obligation pour les fratries de se masser autour d'un smartphone pour avoir les photocopies ou

les feuilles d'exercice. Sans parler des cours particuliers par Skype ou Discord que tout le monde ne pourra pas s'offrir pour pallier l'absence de savoir-faire scolaires ou de disponibilité familiale. Des millions de parents sont toujours forcés de travailler. À la fin de la semaine, Blanquer fera de nouvelles annonces, notamment sur le bac 2020. En février, les lycéenEs et les profs ont annulé des épreuves communes du contrôle continu du bac (E3C). En mai-juin, ils pourront recommencer. Même confinéEs, ils font danser Blanquer sur des charbons ardents. **Bastien Thomas**



DR

le protocole sanitaire. Alors que, pour beaucoup de patientEs, délirants ou très déprimés, l'épidémie est très loin de leurs préoccupations. Ce qui les concerne directement, c'est l'absence de visites et la suppression des permissions de sortie.

Correspondante

José Maria Galante, dit «Chato» (1948-2020)

José Maria Galante, dit «Chato», est décédé, le week-end dernier, du Covid-19. Il fut militant de la LCR de l'État espagnol, a été emprisonné cinq ans dans les geôles franquistes, et est passé entre les mains du tortionnaire Antonio Gonzalez Pacheco, alias Billy el Nino (le Kid). Depuis plus de 40 ans, Chato se battait notamment pour que toute la vérité soit dite sur la dictature franquiste. Nous lui rendons hommage en publiant un texte de Martí Caussa, membre de la rédaction de «Viento Sur», ainsi qu'une interview de Chato que nous avons réalisée l'an dernier à l'occasion de la sortie du film «le Silence des autres».

Chato Galante : radicalement humain

Alors que Chato est parti, le souvenir le plus fort que j'ai de lui est sa volonté de se comporter radicalement en tant qu'être humain, c'est-à-dire en solidarité avec la lutte de tous les êtres humains pour leur émancipation.

J'aurais pu choisir des mots plus politiques, mais en ce moment ce sont ceux qui me semblent les plus adaptés et les plus universels. Ce sont aussi des mots qui me rappellent ceux qu'il employait pour expliquer comment il avait réussi à résister à la torture par laquelle Billy el Niño et d'autres criminels ont tenté de le briser : en se criant à lui-même « Je suis un être humain ! »

Je pense que dans ces mots réside l'impératif éthique qui l'a conduit à lutter contre la dictature de Franco quand il était étudiant, à se rebeller contre le meurtrier d'Enrique Ruano par la police, à militer au FLP et plus tard à la LCR, où il a passé les meilleures années de sa vie. À surmonter, aussi, le désenchantement de la transition et la douleur de l'échec de la fusion entre la LCR et le MC. Et également ce qui l'a encouragé à travailler, plus tard, dans Ecologistas en acción, à impulser le collectif La Comuna, à promouvoir la « querrela argentina » [plainte argentine] contre les crimes du franquisme, et tant d'autres choses.

Parce qu'il était radicalement humain, Chato était un communiste démocratique. Non seulement il ne voyait pas de contradiction entre ces deux mots, mais il pensait que l'on ne pouvait pas être radicalement l'un sans être l'autre. C'est pourquoi il était membre de la LCR et de la 1^{re} Internationale. Il croyait fermement que l'on ne pouvait pas défendre la démocratie dans la société et, en même temps, la nier dans le parti, les syndicats ou les mouvements sociaux. C'est ce qu'il a très bien expliqué dans le chapitre qu'il a écrit pour le livre *Histoire de la LCR*.

Ce lien entre le communisme et la démocratie le rendait peu orthodoxe pour la plupart des communistes et pour la plupart des démocrates. Mais cela lui a donné la force nécessaire, à la fois lorsqu'il était membre d'un parti et lorsqu'il n'en était pas membre, comme ces dernières années, durant lesquelles il était communiste sans parti engagé dans les mouvements sociaux. Au sein de ces derniers, il a toujours été une personne de confiance, un membre de plus de ce réseau de militants auxquels les gens font confiance, à la fois en période de montée des luttes et en période de reflux, car leur trajectoire personnelle est une assurance. C'est l'une des nombreuses choses qu'il partageait avec Justa, son grand amour et compagne de toute une vie.

Chato écrivait bien et transmettait de la force par ses paroles, mais il a toujours dit qu'il préférerait l'action aux mots. Et ce qui était frappant chez lui, c'était l'adéquation entre ses paroles et ses actes, ainsi que le fait qu'il n'essayait pas d'être une vedette et savait nous faire comprendre que la force est dans le collectif, que chacun est capable de penser par lui-même, de transmettre aux autres et d'agir collectivement.

Il faisait confiance aux gens et les gens lui faisaient confiance. Parfois, un simple geste suffisait pour toucher nos cœurs et nos esprits. À plusieurs reprises, Chato a dit que pour résister à la torture, il avait imaginé que ses camarades, les personnes avec lesquelles il partageait des luttes, ses amis et amies, le surveillaient et qu'il ne pouvait pas les décevoir.

Maintenant que tu es parti, mon ami, nous ferons de même : nous imaginerons que tu nous regardes, nous essaierons de ne pas te décevoir et d'agir radicalement en tant qu'êtres humains. Chaque fois que nous le pourrions, nous le ferons avec Justa, nous nous prendrons dans nos bras et nous rirons comme au bon vieux temps.

Martí Caussa



«Lutter contre l'impunité des crimes contre l'humanité commis par la dictature»

«*Le Silence des autres*» est un film qui nous concerne. C'est un rappel de ce qu'a été le franquisme, dont certains oublient qu'il ne se réduit pas à la guerre civile mais a pesé de longues années sur l'État espagnol avec la complicité des puissances occidentales, dont la France. C'est aussi une description du combat d'anciennes victimes pour triompher de l'obstacle d'une loi d'amnistie qui protège d'abord les tortionnaires et ceux qui ont donné les ordres. On ne peut qu'être ému par la vie de María Martín, simple paysanne, restée jusqu'à sa mort dans le village de son enfance, et par l'assassinat de sa mère avec sans doute la complicité d'autres habitants. Le film a obtenu de nombreuses récompenses dans les festivals internationaux. L'un de ses principaux protagonistes est **Chato**, qui avait bien voulu répondre à nos questions lors de la sortie du film (interview publiée dans *L'Anticapitaliste* n°463, traduction Josu Egireun).

Le film est à la fois un rappel de ce qu'a été le franquisme jusqu'à la mort du dictateur et une description de la lutte pour que les coupables des atrocités soient jugés. Tu as toi-même été victime de la répression, torturé, comment as-tu été associé à ce projet ?

Il y a dix ans, un groupe d'anciens prisonniers politiques et de différents partis antifranquistes a décidé de créer un collectif unitaire, appelée La Comuna [La Commune], à la mémoire de notre façon de nous organiser en prison. Notre objectif fondamental était et reste de lutter contre l'impunité des crimes contre l'humanité commis par la dictature. Pour cela, nous avons décidé de participer à la plainte déposée en Argentine, le seul processus possible à ce moment-là contre ces crimes en raison de la loi d'amnistie de 1977, et une délégation s'est rendue à Buenos Aires pour présenter les quarante-sept premières plaintes pour torture. Au retour, nous avons promu la création d'un réseau d'appui regroupant toutes sortes d'organisations sociales : syndicats, écologistes, féministes, des quartiers... et, bien sûr, des mémorialistes. Almudena Carracedo et Robert Bahar ont assisté à la première réunion de ce regroupement. Leur idée initiale était de réaliser un film documentaire sur le vol de bébés, mais ils ont ensuite pensé qu'il était



préférable de montrer notre lutte pour la justice. Pour réaliser *El Silencio de Otros*, ils ont tourné pendant quatre cent cinquante heures en six ans et le montage a pris un peu plus d'un an. Le résultat final est un outil magnifique pour briser le pacte de silence né de la transition et ouvrir le débat à la société tout entière.

Comment s'est fait le contact avec María Martín ? Est-ce qu'il y a beaucoup d'autres personnes dans cette situation ?

María Martín est un personnage méritoire de Lorca, une paysanne fermement enracinée dans son territoire et qui s'est battue toute sa vie pour récupérer les restes de sa mère, violée, assassinée et enterrée dans une fosse commune

lorsque María avait six ans. Nous l'avons rencontrée pour sa déclaration au procès ouvert par le juge Garzón au sujet de disparitions forcées. Son témoignage a été bouleversant. Ce processus fut classé sans suite et est l'une des meilleures preuves de la prévention, de la corruption et de la servilité politique du pouvoir judiciaire espagnol. Lorsque nous avons déposé plainte à Buenos Aires, María n'a pas hésité à s'y associer avec le cas de sa mère.

En ce qui concerne le nombre de personnes se trouvant dans une situation similaire à celle de María Martín, il est estimé qu'il y a cent quarante mille corps dans des fosses communes.

La loi d'amnistie de 1977 a été d'abord interprétée comme une victoire de la gauche antifranquiste ? Comment s'est-elle transformée en instrument de protection des franquistes ?

En fait, lorsque la loi d'amnistie a été adoptée, en octobre 1977, un peu plus de quatre-vingts prisonniers politiques sont sortis de prison, dont cinq seulement d'avant la mort du dictateur. En fait, la loi d'amnistie était le moyen de transformer les revendications les plus mobilisatrices en matière de démocratie, la liberté des prisonniers et des prisonnières politiques, en une loi finale protégeant l'impunité des crimes commis par Franco.

Des crimes qui n'ont jamais été reconnus ni fait l'objet d'une

enquête et, fait inouï, ont bénéficié d'une amnistie sans avoir été jugés auparavant. Au contraire, aucun des procès et des peines des personnes confrontées à la dictature n'a été annulé, bien que ces peines aient été prononcées en application de la législation fasciste.

Après la loi d'amnistie, les juges de l'époque ont été décorés, les militaires ont été gradés, les hommes politiques n'ont pas bougé, la police n'a pas été inquiétée. En somme, tout est resté en l'état. Pour tout cela, il était essentiel que leur propre histoire collaborent pour s'insérer dans le nouveau régime de 1978.

Pourquoi ce titre «Le Silence des autres» ?

Le titre dénonce le pacte de silence établi dans les institutions et qui a été appliqué à l'ensemble de la société par le biais des médias, de la culture, de l'éducation... afin de rendre possibles l'ignorance et l'oubli. Mais il y a toujours eu des gens qui luttèrent contre ce silence et aujourd'hui, la grande majorité de la société veut retrouver les principes de vérité, de justice et de réparation comme garantie de ne pas répéter cette histoire sinistre. «Le Silence des autres» c'est celui des institutions, de la police, de la justice et des secteurs sociaux qui ont bénéficié du régime franquiste et du régime de 1978.

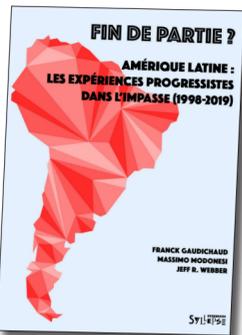
Propos recueillis par Henri Wilton

Essai

Fin de partie ? Amérique latine : les expériences progressistes dans l'impasse (1998-2019), de Frank Gaudichaud, Massimo Modonesi et Jeffery R. Webber

Frank Gaudichaud, Massimo Modonesi et Jeffery R. Webber, Paris, Syllepse, 2020, 190 pages, 17 euros.

Cet ouvrage collectif écrit par trois éminents spécialistes de l'Amérique latine est une excellente synthèse, d'un point de vue anticapitaliste, du débat sur les expériences dites « progressistes » dans le continent. Dans son chapitre, « Des conflits, du sang et des espoirs », notre camarade Frank Gaudichaud s'intéresse aux rapports complexes entre les mouvements sociaux et les gouvernements progressistes,



entre participation, cooptation et institutionnalisation ; l'économiste marxiste canadien Jeffery Webber réfléchit quant à lui sur l'économie politique de la gauche latino-américaine et sur la problématique des dynamiques d'accumulation, de développement inégal et de l'insertion subordonnée de la région au sein du marché mondial ; enfin, le chercheur grémien italo-mexicain Massimo Modonesi analyse les différentes interprétations intellectuelle et théoriques de ces expériences : « Le progressisme latino-américain : un débat d'époque ».

Pas de transformation des structures de classe

Les trois auteurs reconnaissent que les gouvernements progressistes ont réussi certaines avancées, à des degrés divers selon les pays : un plus grand contrôle des matières premières, des initiatives de « démocratie participative », la reconnaissance des droits des populations indigènes, des politiques de redistribution de la rente et de lutte contre la pauvreté, des initiatives d'organisation anti-impérialiste à l'échelle du continent (tel que la

tentative de l'ALBA) etc. Cependant, ils ont échoué – ou ne l'ont pas véritablement voulu – à transformer les structures de classe, à rompre avec la dépendance envers le marché international, à dépasser le modèle « extractiviste », et ainsi n'ont aucunement débuté une transition de type post-capitaliste. Depuis la crise de 2012, avec la chute drastique des prix des matières premières, ces expériences sont dans l'impasse, ou même renversées au profit de la droite la plus réactionnaire (pensez au Brésil !). Cependant, reconnaissent les auteurs, considérant les récentes victoires de forces de centre-gauche en Argentine et au Mexique, il est trop tôt pour parler d'une « fin de cycle » – d'où le point d'interrogation dans le titre...

Les auteurs mentionnent notamment les analyses de l'économiste marxiste argentin Claudio Katz (proche de la 1^{re} Internationale), qui distingue clairement deux types de progressismes gouvernementaux : les gouvernements oligarchiques/anti-impérialistes (par exemple Lula Da Silva au Brésil) et les expériences anti-impérialistes (par exemple Chavez au Venezuela).

Cependant, les auteurs, dans leur livre, tendent plutôt à voir et critiquer les « progressismes » comme un bloc, sans insister suffisamment sur ces différences, selon nous. C'est le cas notamment de Massimo Modonesi, qui propose d'interpréter ces expériences par le concept gramscien de « révolution passive ». Cela me semble problématique, dans la mesure où chez Gramsci, ce terme désigne une politique menée par la classe bourgeoise – par exemple dans l'unification italienne du 19^e siècle, ou même, au 20^e siècle, durant le fascisme italien – en réponse à des actions sporadiques des classes subalternes. Je ne pense pas que cela corresponde tout à fait à la nature de classe des gouvernements latino-américains analysés dans cet essai, notamment dans ses formes les plus radicales (Bolivie, Venezuela).

Avec ces quelques réserves, on ne peut que recommander cet ouvrage comme une remarquable introduction à la réflexion marxiste sur la portée et les limites des expériences progressistes latino-américaines de ce début de 21^e siècle.

Michael Löwy

Visites virtuelles

Rahan est mort ! La grotte Chauvet : aux origines de l'art

Visite virtuelle de la grotte Chauvet : <https://archeologie.culture.fr/chaufvet/fr/visite-virtuelle>.

Les institutions culturelles sont fermées mais la culture reste accessible sur internet. En restant sobre car ce support est, avec les vols aériens, l'un des plus gros consommateurs et pollueurs de la planète. Les albums papier de Rahan sont, quant à eux, dans toutes les bonnes bibliothèques des plus de 50 ans. Pour les moins âgés, fouillez chez vos parents !

La grotte Chauvet

Autant commencer là où, peut-être, l'art a commencé. Il faut en effet remonter 36 000 ans en arrière, quand l'homme disputait aux ours les grottes. Cette époque a sans doute vu la création de la première galerie d'art : la grotte Chauvet en Ardèche. Restons humble et prudent, Picasso avait dit la même chose mais en parlant de Lascaux en Dordogne, qui n'a tout au plus que 18 000 ans.

La grotte Chauvet est située dans un plateau calcaire traversé par les méandres de l'Ardèche et couvre une zone d'environ 8 500 mètres carrés. Elle recèle les plus anciennes représentations picturales connues à ce jour, que la datation au radio-carbone fait remonter à la période de l'Aurignacien. La grotte contient plus de 1 000 peintures, aux motifs anthropomorphes ou animaliers. Les dessins et peintures témoignent d'une large gamme de techniques, notamment

la maîtrise de l'estompe, la combinaison peinture-gravure, la précision anatomique, la représentation tridimensionnelle des volumes et du mouvement. Ce mouvement que tous les artistes modernes, du 19^e siècle à aujourd'hui, ont cherché à trouver ou reproduire.

Rahan est mort !

Les écoles d'art cherchent toujours à enseigner ce fameux mouvement. Aujourd'hui un dessinateur de BD fera ses premières gammes sur des chevaux au galop. Nos anciens prenaient plus de risques car ils représentaient des espèces dangereuses, difficiles à observer pour les hommes de l'époque (mammouths, ours, lions des cavernes, rhinocéros, bisons, aurochs).

Le dessinateur André Chéret était un familier de tous ces animaux et il les représentait parfois plus terribles que dans la réalité. Il est mort le 5 mars dernier à l'âge de 82 ans. Il était, avec le scénariste Roger Lecure (décédé en 1999), le « père » de Rahan. André Chéret a été éduqué à l'humanisme et à la solidarité toute une génération de jeunes lecteurs de *Pif Gadget* dans les années 1970 et 1980, à travers une préhistoire, il faut bien le dire, revue et corrigée. Mais les dessins d'André Chéret avaient le sens du mouvement. Il était bien un digne descendant des humains de Chauvet.

Sylvain Chardon

Sergio Moscona / Lajos Szalay : Lignes en tension

La galerie Claire Corcia est fermée mais vous pouvez néanmoins découvrir en ligne l'exposition « Lignes en tension » : <https://www.artsy.net/show/galerie-claire-corcia-lines-in-tension-sergio-moscona-slash-lajos-szalay>.

Sergio Moscona (né en 1979) est argentin. Les mères de la place de Mai avec les photos d'enfants brandies comme des armes, les défilés de militaires en grand uniforme, les violences dans les rues, ont été autant d'images de la dictature en Argentine (1976-1983), qui ont inspiré sa peinture. Depuis, son œuvre se nourrit essentiellement de faits sociaux qui, par un jeu constant, provoquent « une interaction qui déplace et retourne les choses avec la seule intention de tenter de s'en approcher à partir d'un point où je puisse, dans la mesure du possible, les comprendre ».

Lajos Szalay (1909-1995) était hongrois. Il vécut à Paris, New York et en Argentine (Buenos Aires, Tucuman). Après un début de carrière promoteur en Hongrie comme illustrateur et dessinateur, il fut de nouveau intégré à l'armée réactionnaire en 1942 pour couvrir le front russe. Il commença alors à dessiner avec sa main gauche pour s'exercer, de peur de perdre la main droite. Traumatisé par la guerre, il en garda des séquelles psychologiques jusqu'à la fin de sa vie. En 1948, après Paris, il s'installa en Argentine où il enseigna et forma toute une génération d'artistes. En 1956, il illustra un texte de l'ONU, intitulé « SOS. Le drame de la Hongrie », qui contenait la traduction et les transcriptions des programmes libres transmis par la radio en Hongrie avant sa fermeture par les stalinien.



Dans les années 1980, malade, il rentra mourir en Hongrie où son œuvre était enfin reconnue. L'exposition « Lignes en tension » crée un parallèle entre des œuvres inédites de Sergio Moscona et celles de Lajos Szalay. Il est remarquable d'identifier les indices de l'empreinte laissée par l'œuvre de Lajos Szalay sur le travail de Sergio Moscona à travers la ligne magistrale, impérieuse et puissante, commune aux deux artistes. L'exposition dévoile aussi la force des lignes motrices pourvoyeurs d'énergie, de mouvement et de tension dans chacune de leurs œuvres.

SC

1 – Voir *L'Anticapitaliste* numéro 473.

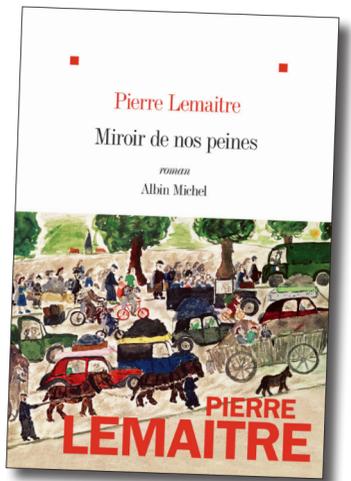
COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie **la-breche.com** www.la-breche.com contact@la-breche.com

Roman

Miroir de nos peines, de Pierre Lemaître

Albin Michel, 544 pages, 22,90 euros.

Par les temps de confinement que nous vivons, il est évident que la lecture, parmi tant d'autres loisirs, prend de l'importance. Oui c'est logique, moins on passe du temps à travailler, plus nous en avons pour lire. Alors profitons-en, surtout que cela devrait durer encore un mois.



Dernier volet d'une trilogie

Pierre Lemaître vient de faire paraître le dernier roman de sa trilogie. Le premier c'était le fabuleux *Au revoir là-haut*, commencé par la guerre des tranchées en 1914, puis l'après-guerre pour ces soldats mutilés, blessés à vie, physiquement et psychologiquement. Un livre profondément anti-militariste mais pas seulement, car on y suit des personnages du pouvoir, de la bourgeoisie dans ses mesquineries et ses trafics, ses corruptions.

Dans le deuxième roman, *Couleurs de l'incendie*, l'histoire se passe 10 ans plus tard, on suit la déchéance d'une famille riche, après les scandales révélés dans le premier roman, puis d'autres, au travers d'une jeune femme, mère d'un gamin, qui se venge après avoir été trahie par des hommes ambitieux, tricheurs, dans le contexte des années 1930, de montée du nazisme et du fascisme. Une dénonciation du capitalisme de l'époque.

Et voilà donc la 3^e partie, encore 10 ans plus tard, au moment de la « drôle de guerre », en avril, mai et juin 1940. On suit encore plusieurs personnages qui, en plus de leur vie d'avant pas toujours facile, se retrouvent en grosse galère, tentant de survivre dans une période de débâcle, où l'armée française d'abord puis la population vont fuir devant l'avancée de l'armée allemande, vers Paris puis vers le sud, rejoindre ainsi les longues files de réfugiés sur les routes, avec leurs affaires, en charrette, en voiture, à pied...

Une terrible débâcle d'autant plus brutale que le gouvernement ne cesse de mentir, de cacher la réalité, avec une propagande grotesque, vantant la nation et sa force militaire, dénigrant l'ennemi et niant l'avancée des armées allemandes. On suit ainsi des soldats d'une armée complètement désorganisée, qui se débrouillent tant bien que mal, un couple forcé de se séparer un temps, une jeune femme à la recherche de son frère, un patron de café-restaurant, un imposteur professionnel, des prisonniers déplacés d'une prison vidée dans l'urgence et la panique, avec des officiers de l'armée missionnés pour les surveiller et déplacer, ne sachant pas quoi en faire ni comment faire. La débâcle quoi. Et dans ces cas, chacun essaie de s'en sortir du mieux possible.

Les trois livres peuvent se lire indépendamment, même si c'est mieux lire les trois et dans l'ordre, car cela permet d'avoir une vision de la période, et parce qu'on y retrouve quelques personnages d'un roman à l'autre. Mais ayant bien conscience que le ravivement en livres est loin d'être simple actuellement (surtout ne pas commander chez Amazon ou autres grands distributeurs), comme en 40, on se débrouille comme on peut et au mieux.

Philippe Poutou

